

Brésil : La guerre en cours contre l'environnement

jeudi 5 juin 2025, par [DUTRA Israel](#)

Répondre à l'urgence climatique par des luttes de plus en plus centrales face aux attaques du capital et des gouvernements.

Sommaire

- [L'ampleur du problème](#)
- [Le rôle du gouvernement](#)
- [Agir, toujours agir](#)

À la veille de la COP-30[1], sûrement la réunion la plus importante sur les questions environnementales actuelles, le Brésil relance sur la discussion concernant les mesures à prendre pour éviter l'effondrement climatique. Et il le fait de manière dramatique : le Sénat vient d'approuver un projet de loi qui supprime l'exigence de licences environnementales, légalisant ainsi la destruction de la nature dans notre pays.

Cela se produit au moment même où le gouvernement Lula multiplie les pressions pour « accélérer les procédures techniques » de l'exploitation pétrolière à l'embouchure de l'Amazonie.

La virulence contre la ministre de l'Environnement, Marina Silva, observée au Sénat et due à des troglodytes d'extrême droite, comme Marcos Rogério du PL, illustre l'ampleur de la fureur de ceux qui intègrent le lobby des secteurs ruralistes et de l'industrie minière.

L'appel à des sanctions ce groupe et à des manifestations pour le 1^{er} juin est le signe qu'il existe une volonté dans les secteurs dynamiques de la société d'éviter le pire et de lutter contre ce projet de loi destructeur pour l'environnement. C'est là le cœur d'une vaste bataille dans la une guerre en cours contre la vie et les intérêts des majorités sociales.

L'ampleur du problème

La réaction de la société a été immédiate. Outre l'appel à manifester dans les rues ce week-end, des centaines d'organisations et d'entités se sont prononcées publiquement contre le projet de loi 2159, déjà baptisé « projet de loi de la dévastation ».

Des voix influentes telles que la CNBB [Confédération des Evêques du Brésil], des artistes comme la chanteuse Anitta, des mouvements sociaux et populaires se sont déjà engagés dans la campagne pour que le projet soit rejeté par la présidence. Des sondages d'opinion tels que celui réalisé par Quaest indiquent qu'il existe une large marge de manœuvre pour lutter politiquement contre le projet de loi de la dévastation.

L'essence même de ce recul est de supprimer le rôle régulateur et décisionnel d'organismes tels que le CONAMA (Conseil national de l'environnement) et l'ICMBio (Institut Chico Mendes de conservation de la Biodiversité] afin d'assouplir les procédures d'octroi de

licences. Tout cela au service des intérêts de l'agro-industrie et de l'exploitation minière, qui sont responsables des plus grandes tragédies environnementales brésiliennes, comme on l'a vu à Maceió, Brumadinho et Mariana[2], pour ne citer que les cas les plus connus.

Et tout cela sur fond d'alertes de la communauté scientifique internationale : il faut tirer le frein d'urgence du réchauffement climatique. Si les taux d'accélération du réchauffement climatique, qui sont aujourd'hui d'environ 0,3 degré Celsius par décennie, ne sont pas inversés, les nouvelles générations n'auront plus leur place dans le monde. Seule une poignée de milliardaires et de privilégiés pourront survivre à l'effondrement climatique qui s'aggrave. C'est là la racine du problème environnemental général, au-delà des discours développementalistes ou opportunistes.

Le rôle du gouvernement

Acculé par une impopularité croissante, le gouvernement Lula non seulement ne combat pas la logique de destruction de l'environnement, mais il est également accusé d'omission dans le cas du projet de loi sur la dévastation. [Un article récent du site Sumaúma](#) dévoile les coulisses de la collaboration entre la base du gouvernement et les intérêts des ruralistes, comme dans le cas de l'octroi de licences pour des zones en Amazonie.

L'article qualifie le projet de loi 2159 de véritable *Loi de la dévastation*, de « mère de tous les troupeaux »[3], dans ce qui serait la plus grande attaque contre la protection de l'environnement au Brésil depuis 40 ans.

Le gouvernement, qui procède à un nouveau remaniement ministériel afin de faciliter l'octroi de licences d'exploitation pétrolière, continue d'ouvrir la voie à des politiques qui profitent à l'extrême droite, comme dans le cas pathétique où le président de Petrobras a répété le mantra trumpiste « Forer, forer » pour justifier la l'urgence de l'exploitation de l'embouchure de l'Amazone.

Dans ce contexte, et alors que le PSOL fête les 20 ans de sa légalisation, la décision de Boulos de prétendre un poste au sein du ministère de Lula est l'expression d'une tentative de subordonner le PSOL au gouvernement. L'aile gauche du parti n'acceptera pas cette logique de collaboration de classes. Ce n'est pas grâce à elle que le PSOL s'est développé et est devenu un parti indispensable.

Il appartient à la gauche militante, en large alliance avec les mouvements sociaux et de résistance environnementale, du nord au sud du pays, soutenue par la jeunesse et même par les classes moyennes, d'imposer à l'ordre du jour la résistance à la dévastation. C'est la place du PSOL.

Agir, toujours agir

Comme nous l'avons déjà prédit, l'année « politique » sera marquée par les actions menées d'ici à la COP 30. D'importantes articulations et séminaires ont été organisés, comme la Rencontre internationale « Peuples, territoires et nature face au chaos mondial », qui s'est tenue à São Paulo pour traiter et préparer l'agenda de la lutte écosocialiste environnementale.

Face à la véritable guerre en cours contre la nature, l'avenir et les intérêts des peuples, il est fondamental de miser sur la mobilisation et la défense d'un programme environnemental

durable et écosocialiste, en ralliant les secteurs les plus décidés et les plus avancés de la jeunesse à cette cause. Les manifestations prévues les 1^{er} et 7 décembre seront des dates importantes dans cette lutte qui ne fait que commencer.

L'exemple de la jeune Greta Thunberg inspire la planète, en associant la défense de la vie à une solidarité inconditionnelle avec la cause palestinienne. Forts de cet exemple, nous continuons à lutter pour mettre en échec ce projet de *Loi de la dévastation* et s'opposer à l'exploitation pétrolière dans l'estuaire de l'Amazone, avec la force d'un programme écosocialiste contemporain et capable de mobiliser les foules.

Israel Dutra

Notes

[1] La Conférence de Belém sur les Changements Climatiques, la COP 30 se tiendra du 10 au 25 novembre 2025 [NdT].

[2]. Dans l'État de Minas Gerais, la rupture des barrages de contention des résidus de l'exploitation minière de Mariana (2015) et Brumadinho (2019), a entraîné un véritable tsunami de boues toxiques, provoquant d'immenses dégâts écologiques et humains (20 personnes à Marina et 270 à Brumadinho). A Maceió, après des années d'extraction intensive du sel gemme, le sol de plusieurs quartiers de la ville, déjà instable depuis 2018, s'est effondré en 2023 [NdT].

[3] Lors d'un Conseil des ministres de Bolsonaro tenu en avril 2020, le ministre de l'Environnement de l'époque, Ricardo Salles, propose de profiter du moment où l'attention de la société et des médias est tournée vers la pandémie du Covid-19 pour remettre en cause les règles de protection de l'environnement. Il utilise alors l'expression « *faire passer le troupeau* » [NdT].

P.-S.

• Movimento Revista. 5 jun 2025, 09:35 :

<https://movimentorevista.com.br/2025/06/la-guerre-en-cours-contre-lenvironnement/>